la demande expresse que Louis-Napoléon Bonaparte soit tenu de quitter le territoire helvétique.

» Le soussigné regarde comme superflu de rappeler ici à L. Exc. les règles du droit des gens en pareille matière. Il ajoutera seulement en finissant, et d'après l'ordre qu'il a reçu, que la France aurait préféré ne devoir qu'à la volonté spontanée et au sentiment de bonne amitié de sa fidèle alliée, une mesure qu'elle se doit à elle-même de réclamer enfin que la Suisse ne lui fera sûrement pas attendre.

» Le soussigné saisit avec empressement cette occasion pour renouveler à L. Exc. MM. les avoyer et membres du conseil d'état du canton de Lucerne, directoire fédéral, les assurances de sa haute considération.

» Lucerne, le 1er août 1838. Signé, le duc DE MONTEBELLO. »

M. le président a fixé au lundi 6 août le jour où la discussion de cette note aura lieu au sein de la diète.

— La diète de la confédération helvétique, a ouvert le 6, à Lucerne, la discussion sur la note de M. le duc de Montebello. Nous n'en connaissons pas encore le résultat. Le premier orateur qui ait pris la parole a été le député du canton de Thurgovie, M. Kern, comme principal intéressé dans la question. Son discours tend à prouver que la France n'a pas le droit d'exiger l'expulsion de M. Louis Bonaparte du territoire suisse, prétention que nous avons déjà suffisamment réfutée, et sur laquelle nous reviendrons au besoin. On peut le considérer comme le résumé des argumens que les adversaires de la note invoqueront à l'appui de leur opinion.

(*Débats.*)

— On lit dans le *Morning-Chronicle* du 8 août :

Nous ne pouvons blâmer le gouvernement français d'avoir exigé l'expulsion du prince Louis Bonaparte du territoire helvétique. La susceptibilité et les craintes qu'il montre sur ce point nous parraissent très-naturelles. Les journaux français annoncent que la guerre sera déclarée à la Suisse, si le gouvernement fédéral ne cède pas au vœu exprimé par le cabinet des Tuileries. Nous ne le croyons pas. La Suisse sera assez punie si elle se voit privée de l'amitié et de l'appui de la France, aussi long-tems qu'elle n'aura pas fait droit aux justes réclamations de son ancienne alliée. Il est vrai que le canton de Thurgovie, dont le prince Louis est citoyen, se montre intraitable; il a déjà empêché l'exécution du chemin de de fer de Bâle à Zurich, parce que ces républicains, n'ont pas voulu rendre une loi d'expropriation.

AFFAIRES D'ESPAGNE.

On écrit de Madrid, 29 juillet :

Dans la soirée d'hier, les bruits de modification ministérielle ont pris plus de consistance. On a appris avec étonnement que le général Espartero, dans les dernières dépêches tenues secrètes, persistait à offrir sa démission, dans le cas où le cabinet ne subirait pas une modification; il demande le renvoi des ministres des finances et de la justice, MM. Mon et Castro, comme ses ennemis personnels. Les ministres assemblés sur-le-champ, MM. Mon et Castro ont protesté contre l'accusation dirigée contre eux, et il a été aussitôt expedié un courrier au général en chef, pour le faire revenir sur une telle determination. De sa réponse dépend le sort du ministère qui restera ou dont la démission sera collective.

— Notre correspondant des frontières de Catalogne nous écrit en date du 31 juillet :

L'affaire de Solsona se confirme aujourd'hui par des lettres arrivant de différens points. La brigade christine de Clément est celle qui a le plus souffert; on la dit presqu'anéantie; son chef a été blessé, neuf pièces d'artillerie de campagne sont tombées au pouvoir des carlistes, et un bataillon tout entier, commandant en tête, est passé de leur côté.

En voyant les diverses correspondances s'accorder et le silence que gardent les christinos depuis qu'ils ont annoncé leur entrée dans Solsona; il n'est guère possible de douter que les troupes de Charles V ont remporté une victoire importante.

La nouvelle de la prise de Solsona fait pousser des cris de victoire à la presse de Madrid. A Sarragosse et dans les villes du Haut-Aragon des fêtes et des illuminations brillantes ont célébré le triomphe des armes de Christine. Le dueil des amis de la révolution sera sans doute plus grand que leur joie quand ils connaîtront les suites fâcheuses de ce succès d'un jour.

— La *Gazette de Madrid* du 28 juillet contient l'article suivant:

Le bruit s'est répandu, il y a quelques jours, que beaucoup de soldats de l'armée de réserve avaient déserté aux carlistes avec armes et bagages.

— On écrit d'Arevalo (Castille), 26 juillet :

Les troupes de Balmaseda ont surpris le bourg de Cuella, le 22 à onze heures du matin. Les soldats de la province de Cordoue s'enfermèrent dans l'église de St-Michel, mais ils y furent pris et passés par les armes ainsi que les employés civils qui s'étaient réfugiés avec eux.

— La *Gazette de France* publie ce soir la lettre suivante, en date de Céret, 1er août :

« Je puis vous certifier que Solsona n'a point été pris par le baron de Meer comme le bruit en avait couru. Le 21 et le 22 les carlistes défendirent vaillamment les approches de la place, et le 23 ayant pu s'approcher jusque sous les murs, le général christino fit placer ses batteries et ouvrit une brèche à travers une maison située près du couvent des religieuses, brûlé à la première prise de la ville par les carlistes. Le brave gouverneur de Solsona, le brigadier Mondedon, se retira à l'évêché et dans la cathédrale avec la garnison; ces deux positions très-fortes furent attaquées le 24 et le 25 par le baron de Meer. Un convoi qui arrivait avec des approvisionnemens pour les christinos fut enlevé le 25 par les troupes sous les ordres du comte d'Espagne.

» Le 26 au matin, le baron de Meer manquant de vivres et de munitions, ordonna la retraite. A peine ce mouvement fut-il commencé, que les christinos furent assaillis par la garnison de Solsona et par toute la colonne carliste aux ordres du comte d'Espagne et du brigadier Sagarra. Le désordre se mit aussitôt dans les rangs du baron de Meer; on fit un horrible carnage de ses soldats. Cependant à grand peine, et, on doit le dire, après d'énergiques efforts de la part du baron de Meer, il réussit à faire une trouée et parvint à atteindre l'hermitage del Milagro, à deux lieues de Solsona. Il y prit position à la tombée du jour, et s'y retrancha. Le comte d'Espagne, poursuivant ses avantages, enveloppa les positions occupées par les christinos, et il devait les attaquer le lendemain 27. Nos nouvelles ne vont pas au-delà.

» Toute l'artillerie des christinos et 400 mulets de transport sont restés au pouvoir des carlistes. »

— La retraite d'Espartero sur Calahorra ne pouvait s'expliquer que par la position critique des troupes christines dans le Bas-Aragon. Les nouvelles d'aujourd'hui prouvent que nos conjectures étaient bien fondées.

Nous sommes certains que le gouvernement a reçu hier, à trois heures du soir, une dépêche télégrahique annonçant que le 28 une affaire sanglante avait eu lieu près d'Ortelis et Chiva entre les troupes de Cabrera et celles de san Miguel. Ces dernières ont été mises en déroute après avoir laissé sur-le-champ de bataille plus de trois mille hommes.

Cette nouvelle est confirmée par une lettre de Sarragosse en date du 2, ainsi conçue :

« La plus grande consternation règne ici depuis avant-hier. Une affaire terrible a eu lieu aux alentours de Morella. Les divisions de Mez et de San Miguel ont été presqu'entièrement détruites par le chef Cabrera. San Miguel ayant appris par de faux rapports que Cabrera était à Tralguera avec 5,000 hommes, s'avança jusqu'à Ortelis.

» Le chef carliste qui, au lieu d'être à Tralguera, se trouvait dans la montagne de Chiva à la tête de 12,000 hommes, attaqua les christinos à l'improviste, le 21 à dix heures. La ville d'Ortelis a été moitié brûlée, et trois bataillons qui s'y étaient défendus ont été taillés en pièces. Le peuple murmure, on s'attend à des troubles. »

M. le comte de Campuzano, dernier ambassadeur de la reine Christine auprès du cabinet des Tuileries, de retour en Espagne, vient de se faire journaliste; il a fondé récemment à Madrid un journal qui paraît deux fois par semaine, et qui est intitulé : *el Amigo del Pueblo*, l'Ami du Peuple.

PAYS-BAS. — *La Haye*, 9 *août.*

On apprend que S. M. a arrêté que le syndicat d'amortissement ferait de nouveau une vente publique de domaines aliénables, sur le pied de la dernière vente de domaines.

— Avant-hier, la société de la *schutterij* mobile d'Amsterdam a célébré une fête commémorative de la campagne des Dix Jours; la veille il avait eu un banquet, et le jour même de la fête, le local de la société a été brilamment illuminé. On a remarqué entre autres un transparent où étaient figurés tous les faits d'armes de la *schutterij* de l'Amstel depuis 1303, à l'occasion de l'expédition contre les Flamands, jusqu'à nos jours.

Bruxelles, 11 *août.*

L'archevêque de Malines vient d'être appelé à Rome pour y recevoir le chapeau de cardinal dans le courant de ce mois, dans un consistoire qui sera tenu à cet effet. S. Em. a été reçue hier par le roi en audience de congé. Le départ est fixé à lundi prochain.

(*Emancipation.*)

— Un courrier est arrivé de Londres au gouvernement. Nous avons appris qu'il résulte des dépêches dont il était porteur, que la conférence ne s'est pas réunie. (*Indépendant.*)

— Le parti de la résistance au morcellement du territoire n'est pas aussi facile à dissoudre et à congédier que le gouvernement l'avait cru. La combinaison de recevoir la députation du Limbourg